



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

30/06/2021

Transition écologique : un choix de classe !

Le projet de la loi climat et résilience a achevé ce mardi 29 son parcours au Sénat. L'enjeu affiché est de parvenir à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de la France de 40 % d'ici à 2030, par rapport à 1990 puis à la neutralité carbone en 2050.

Issu (de très loin) des travaux d'une Convention citoyenne dont on mesure mieux qu'elle n'était voulue par le pouvoir que pour servir de faire-valoir à son point de vue, qui a réuni en 2019 pendant huit mois 150 citoyens tirés au sort et produit 146 propositions, il a été tamisé à de multiples reprises par l'exécutif d'abord puis remanié dans tous les sens avant l'étape finale : la promulgation par le gouvernement. Celle-ci devrait intervenir avant la fin de l'année. Pas de surprise majeure, ce texte respecte à la lettre les intérêts du capital et donc n'améliore en rien la vie des premières victimes des pollutions diverses et des changements climatiques. La loi préserve les riches et fait encore payer les pauvres.

Ainsi, la création des zones à faibles émissions ou ZFE exclut des centres-villes les véhicules les plus anciens et les plus polluants, les seuls que peuvent s'acheter ceux qui ont dû quitter ces mêmes centres en raison de l'explosion du prix des loyers. Il s'agit essentiellement de travailleurs aux salaires scandaleusement bas ou de retraités aux faibles pensions. La mobilité devient un luxe sans que cela ne choque qui que ce soit. 15 FE existent déjà en France, 50 sont prévues d'ici à 2025, soit toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants. Les nantis respireront mieux, vivront plus vieux, leurs enfants ne seront pas asthmatiques. Ils rouleront dans des mastodontes aux normes en vigueur. Dans le même temps, le stationnement des deux roues non électriques devient payant à Paris. Comment se déplaceront pour aller travailler, se soigner, s'instruire, se cultiver ceux que la spéculation immobilière a rejetés dans les plus lointaines banlieues ? Le gouvernement et les firmes ont pensé à tout : des prêts auto à 0% comme si la somme à rembourser pour l'achat d'un véhicule électrique était à la portée de tous les foyers ! la voiture électrique la moins chère atteint quand même 17 000 euros ! les constructeurs ont fait leur choix. 12 millions d'automobilistes seront concernés dans les trois ans, juteux profits en perspective.

Le volet logement relève de la même problématique. Quand un logement sur six est une passoire thermique, quelles mesures d'urgence sont proposées pour que chacun puisse vivre dans un minimum de confort ? aucune si ce n'est un délai jusqu'en 2028 accordé aux propriétaires pour engager les travaux nécessaires ! rien sur les sanctions possibles après cette date. Les locataires vont continuer à payer des charges de chauffage insupportables dans des logements malsains. Ceux qui ont pu se rendre acquéreurs de leur logement aux prix de lourds sacrifices se voient sommés d'effectuer des travaux de rénovation thermique à des coûts exorbitants mais aussi d'envisager dans les années à venir l'achat de certains types de chauffage eux-mêmes très coûteux. C'est la double peine : froid et endettement. Bien sûr, des « aides » sont mises en place voire des travaux à zéro euro mais c'est exactement ce que valent les susdits travaux, des arnaques en tout genre ont proliféré sur ce dispositif.

Les chiffres parlent : les deux tiers de crédit d'impôt pour la transition énergétique sont utilisés par les 40% des ménages les plus aisés. Il existe bien des mécanismes pour niveler les aides en fonction des revenus mais même quand il reste une faible part à financer par un ménage précaire, cette somme apparemment anodine devient vite impossible à payer. Les couches sociales les plus défavorisées sont celles qui polluent le moins et « en même temps » celles qui subissent le plus les problèmes environnementaux.

A cette politique déjà fortement discriminatoire, s'ajoutent les hausses sans fin des différentes énergies pour se chauffer, s'éclairer, se déplacer, se nourrir toutes actions basiques et incontournables. Le chèque énergie censé pallier la précarité énergétique des cinq millions de ménages en précarité énergétique demeure très largement insuffisant avec un montant qui varie de 48 à 277 euros par an. Combien de kWh pour ces sommes dérisoires ?

Ce projet de loi divise beaucoup les partis, associations et organisations plus ou moins engagés dans le mouvement écologiste, il divise et provoque moult critiques mais curieusement la lecture des avis émis révèle qu'à aucun moment la question sociale, les discriminations flagrantes ne sont évoquées. Le volet social n'est jamais mentionné. La lutte contre le réchauffement climatique s'arrête là où commence la recherche du profit maximum. Elaborer les solutions indispensables à la transition écologique est intrinsèquement lié à la lutte contre le capitalisme. Cette vaste opération de communication du gouvernement n'a pour seul but que de masquer la réalité. La vraie question est celle du combat de classe pour le changement de société que nous portons qui nous débarrassera du système capitaliste qui épuise les hommes et la nature. Seul ce changement pour un système socialiste permettra de sauver la planète et ses habitants. Débattons-en !